



Vers un programme concerté pluri-acteurs en Tunisie ?
 Echanges avec les acteurs non gouvernementaux, les collectivités territoriales et les pouvoirs publics français investis en Tunisie
 Jeudi 20 juin 2013, Apajh

Présents :

Prénom/Nom	Organisation/collectivité
<i>Organisation de la société civile</i>	
Moncef Guedouar	FTCR
Pascale Quivy	CCFD-Terre Solidaire
Jean Marc Dutreteau	Cool'eurs du Monde
Michelle Olivier	Sniupp
Jean Louis Sabatié	Français du Monde-ADFE
Antoine Mathieu	Etudiants et Développement
Marion Isvi	Réseau Euromed France
Michel Debon	Sgen-CFDT
Philippe Reau	CFDT
Marc Lescaudron	Santé Sud,
Harouna Dgingaraye	France Volontaires
Patrick Robert	
Cyril Dupré	Acted
Eudes Bastide	Adice
Florence Lemoine-Minery	GRET
Mustapha Lamrani	Réseau Marocain Jeunesse et Concertation
Mahmoud Allioua	
Muriel Lion	Institut Méditerranéen de Formation
Carlos Cabo	Allianza por la Solidaridad
Carmen Miguel	
Mohamed Khandriche	Touiza Solidarité
Annie Takakli	
Agnès Belaid	CFSI
Pauline de la Cruz	Batik International
Mathieu Geraads	Développement sans frontière
Margot Vingerhoedt	Solidar
Federica D'amico	Arci
David Eloy	Altermondes
Marion Boinot, Guilhem Arnal, Judith Chavalarias et Philippe Jahshan	Solidarité Laïque
<i>Collectivités territoriales</i>	
Hicham Benaziz	CR Pays de la Loire
Hedia Manai-Bauchet	
Sancie Belmont	Ville de Romans
Elena Eychenne	Ville de Vienne

Virginie Rouquette	Cités Unies France
Fleur Ferry	CG Seine Maritime
Thibaut Vanrietvelde	Association des Maires de France
Monique Muth	Ville de Grenoble
Christine Surdon	CR Rhône Alpes
Marie Juliette Chastanet	CG Essonne
Sara Boubakri	Mairie de Paris
<i>Pouvoirs publics français</i>	
Valérie Huguenin	Agence Française de Développement
Regis Koetschet	Ministère des Affaires Etrangères

Excusé(e)s :

David Lopez/Ligue de l'Enseignement, André Godart/Maisons Familiales Rurales, Alain Isolphe/Francas, Michelle Rimbeau/Gref, Agathe Beunard/Horizons Solidaires, Francez Poisson/Animafac, Bruno Chichignoud/Cemea, Dominique Ginouves/Ville de Marseille

Objectifs de la réunion :

- Approfondir la connaissance mutuelle des actions menées par les OSC et CT en Tunisie
- Echanger sur l'opportunité et le cadre d'une action conjointe dans le cadre d'un Programme Concerté Pluri-acteurs

I- Présentation de l'action de Solidarité Laïque en Tunisie (cf power point et carte d'intervention)

Historique :

- Solidarité Laïque intervient en Tunisie depuis 2008 et l'opération « Un cartable pour Gafsa » durant laquelle elle a soutenu les familles des grévistes du bassin minier de Gafsa, puis a participé à l'observation du procès de ces grévistes.
- En 2011, Solidarité Laïque a engagé la phase de montage d'un programme collectif, baptisé aujourd'hui Soyons Actifs/Actives.

Le programme Soyons Actifs/Actives :

- Intervient autour de l'enjeu des inégalités en Tunisie en menant des diagnostics et des microprojets pour mieux comprendre les réalités de ces inégalités et les possibles solutions pour y remédier
- Travaille en parallèle sur le renforcement de capacités des organisations de la société civile tunisienne (pour la plupart très jeunes)
- Niveau d'intervention d'abord local (diagnostics locaux) puis national (formations, échanges de pratiques, etc.)
- 6 territoires d'intervention à ce jour : Kasserine, Manouba, Ras Jebel/Bizerte, Gafsa, Mahrès/Redeyef, Sidi Bouzid
- 25 organisations membres (16 tunisiennes, 9 françaises)
- Thématiques de travail : éducation (école rurale et animation socioculturelle), jeunesse (réussite et insertion citoyenne et professionnelle), citoyenneté (exploitation et transformation du phosphate), femmes (conditions de vie en zones rurales)
- Phase pilote jusqu'à mi 2014, préparatoire à une 2^{ème} phase plus structurée

Perspectives d'élargissement :

- Contexte politique incertain autour des travaux constitutionnels, des questions de décentralisation et de la place/rôle de la société civile

- Organisations de la société civile très actives (sur des logiques de mobilisation), mais besoins importants tant sur le plan technique, que stratégique
 - Objectif de réduction des inégalités nécessite une approche multisectorielle (par l'économique, le social, le territorial), une démarche pluri-acteurs, une action sur le long terme.
 - Elargissement souhaitable auprès d'autres OSC (tunisiennes, françaises, issues d'autres pays de l'Euromed), de collectivités tunisiennes et françaises (dans le cadre d'une relance de la coopération décentralisée entre les 2 pays), pouvoirs publics des 2 pays
- Proposition serait d'enrichir/compléter ce qui est déjà fait selon 2 formules possibles :
- En intégrant une dynamique de diagnostic territoriale en cours
 - En complétant le panorama territorial et sectoriel d'intervention du programme

II- Intérêts/questionnements des participants

Sur le tissu associatif tunisien :

- une frange d'organisation ancienne très militante (LTDH, Uget, UGTT, ATFD) en pleine réorganisation
- une partie ancienne qui a travaillé sous l'ancien régime et qui est bousculé depuis 2011 malgré un certaine expérience et de réelles compétences
- une nouvelle génération portée principalement par des jeunes (mais pas que), qui se sont largement mobilisée durant les élections, durant le FSM, etc.

→ Des espaces de rencontres entre ces franges semblent nécessaires pour mieux définir « comment travailler ensemble »

Sur les relations entre acteurs de développement :

- Méfiance de départ du tissu associatif à travailler avec des collectivités territoriales ou des pouvoirs publics, qui s'adoucit durant les actions car il existe des relations entre associations et techniciens locaux ou ministériels
- Volonté de principe des collectivités locales et des ministères à travailler avec la société civile, reste à mieux définir le « comment » et le « sur quel sujet »
- Temps opportun pour construire des liens entre ces acteurs qui puissent servir lors de l'élaboration des stratégies de développement (plus concertées et participatives)

→ Besoin d'espaces d'interconnaissance entre ces acteurs et de techniques/habitudes de concertation et/ou de dialogue social

Sur les enjeux qui jalonnent la société tunisienne aujourd'hui :

- La question des inégalités économiques, sociales et territoriales est pertinente
- Les questions d'environnement favorable de travail pour la société civile sont décisives en cette période
- De nouveaux leaders politiques et associatifs doivent émerger
- L'analyse de chaque territoire d'intervention est importante pour poser des bases durables de travail

→ La logique des « petits pas » est pertinente dans le contexte actuel tunisien et dans la perspective de construction d'une initiative commune

Sur l'approche territoriale:

- Importance de conserver une approche territoriale dans ce programme pour être ancré dans les réalités locales tunisiennes et encourager le lien entre cette dynamique et les coopérations décentralisées
- Territoire d'intervention des organisations/collectivités participantes : Tataouine (Arci, Touiza Solidarité), Médenine (Arci), El Jem (Romans/Vienne), Sfax,

- Associer d'autres pays du bassin méditerranéen à la dynamique, notamment le Maroc (au travers du Remajec, plateforme issue de l'expérience du PCPA Maroc, mais aussi l'Espagne, l'Italie ou l'Algérie via le PCPA)
- Travailler selon une logique de réciprocité territoriale (avec des territoires français par exemple)

→ Besoin de coordination sur les initiatives lancées en Tunisie et d'interface entre acteurs européens et tunisiens

Sur les thématiques d'intervention :

- Sur le champ économique : entrepreneuriat des jeunes (Adice), insertion professionnelle et nouvelles technologies (Batik), accompagnement d'association de migrants (FTCR, Touiza)
- Sur le champ culturel : patrimoine (Romans/Vienne/El Jem, Arci)
- Sur le champ social : mères célibataires (Santé Sud), handicap mental (Grenoble/Sfax)
- Sur le champ citoyen : mise en réseau de jeunes leaders méditerranéens (Acted), volontariat des Jeunes (Collectif Marocain du Volontariat et France Volontaires), renforcement des médias (Altermondes et Gret)
- Sur le champ des droits : dialogue Social (CFDT), droits des associations (Allianza por la Solidaridad)

→ Besoin de préciser le champ d'intervention d'un futur programme concerté en complément d'initiatives déjà existantes au niveau tunisien, mais aussi international (Pasc notamment)

Sur l'instrument PCPA :

- Instrument de coopération à destination des sociétés civiles dont l'enjeu est le renforcement de la concertation pluri-acteurs afin de permettre un jeu à 4 (OSC et pouvoirs publics de deux pays), voire à 6 (OSC, pouvoirs publics et collectivités territoriales de 2 pays)
- Instrument qui n'a pas vocation à absorber les initiatives de ses membres, mais à créer des articulations, des convergences entre elles pour renforcer le partenariat et la concertation
- Méta-évaluation a souligné la pertinence de l'instrument lors de sa restitution en octobre 2012, l'AFD est attentive à de nouvelles initiatives en ce sens
- Intérêt des acteurs ayant déjà participé à ce type de dynamique au Maroc, en Algérie ou ailleurs
- Déjà présenté aux acteurs de Soyons Actifs/Actives, cet instrument doit être vulgarisé aux autres acteurs tunisiens pour qu'ils fassent mention de leur intérêt pour la démarche

→ Un exercice similaire devra être organisé en Tunisie avec les membres de Soyons Actifs/Actives, mais aussi les partenaires des organisations/collectivités françaises

Conclusions et perspectives

Intérêt des participants à approfondir ces échanges autour de trois axes :

- l'évolution du contexte de transition démocratique en Tunisie
- les dynamiques locales engagées par chacun (pour information, élargissement, etc.) et leurs liens avec les enjeux nationaux
- la place des différentes familles d'acteurs dans une telle dynamique : OSC (associations mais aussi syndicats, coopératives, universités, etc.), acteurs de coopération décentralisée et pouvoirs publics

Méthodologie proposée :

1^{ère} étape : Première cartographie des interventions de chacun

- Envoyer dans les prochains jours une courte fiche qui précise les thématiques et territoires d'intervention, les dynamiques partenariales engagées, les perspectives de travail de chacun et l'intérêt à s'investir dans un groupe de travail pour approfondir la démarche.
- Synthèse par Solidarité Laïque et premiers travaux du groupe de travail

2^{ème} étape : Intégration des partenaires tunisiens dans la dynamique

Le programme Soyons Actifs/Actives est doté d'une équipe de 2 personnes à Tunis qui peut prendre attache avec les partenaires associatifs, syndicaux, collectivités territoriales de chacun (si ce n'est déjà fait) afin d'évoquer la perspective d'un tel programme et préparer une rencontre collective en ce sens. Cette rencontre pourrait se tenir de la façon suivante : 1^{er} temps : une rencontre strictement entre organisations/collectivités tunisiennes animée par le groupe de travail autour de Solidarité Laïque (et par les équipes locales) durant l'automne pour un positionnement tunisien sur cette démarche

ou

des discussions bilatérales entre organisations européennes et partenaires tunisiens avec remontée des intentions au groupe de travail dans la perspective du 2^{ème} temps .

2^{ème} temps : une rencontre durant le 1^{er} trimestre 2014 réunissant l'ensemble des acteurs (tunisiens, français, euro-méditerranéens) pour adopter le cadre d'un éventuel programme commun autour des éléments qu'auront préparé le groupe de travail tuniso-français (hypothèse de dépôt d'un dossier à l'AFD au cours du printemps 2014)